

au sein du mouvement ouvrier, et non comme simple réédition d'un quelconque réformisme; l'idée d'une expérience au sein du prolétariat qui s'est poursuivie entre les deux guerres et qui est positive, alors que les camarades parlent de « recul » et de la nécessité de « réveiller la conscience ouvrière » ; notre appréciation du rôle du parti et de ses rapports avec la classe alors que les camarades en sont restés à une conception strictement léninienne, etc.

Nous aurons probablement l'occasion de parler plus complètement dans l'avenir des différents courants situés à la gauche du trotskisme, et notre intention n'est nullement de mépriser des camarades qui se situent constamment sur le terrain révolutionnaire, ou d'éviter la discussion avec eux. Mais il est certain que nous donnerons à nos réunions de lecteurs un caractère tout différent: contact direct avec les lecteurs, leurs besoins idéologiques et politiques, leurs exigences de tout ordre envers la revue. Quelques suggestions pour des articles à publier ont dès maintenant été retenues (article sur la « Barbarie », sur la « Résistance », sur la « démocratie populaire »). C'est une collaboration positive de cet ordre que nous voulons obtenir de nos lecteurs, ceux du moins qui attachent une importance « pratique » aux idées et à la théorie révolutionnaire que nous dégageons dans « Socialisme ou Barbarie ».

## NOTES.

### LA SITUATION INTERNATIONALE

*Comme nous l'avions indiqué dans le dernier numéro la réouverture des négociations sur l'Allemagne avait d'abord pour objectif de permettre aux Russes de lever, sans trop perdre la face, le blocus de Berlin. Le 12 mai les « restrictions » sur les communications étaient levées. Le 23 mai s'ouvrait la Conférence de Paris.*

*La position des Russes à cette Conférence était nettement défavorable. L'épreuve de force du blocus n'avait réussi qu'à mettre en valeur la supériorité de la technique américaine, et à fournir à l'aviation des U.S.A. un large champ d'expérience et de perfectionnement. Economiquement, l'Allemagne orientale, privée du commerce avec l'Ouest et lourdement mise à tribut par la Russie, était menacée d'asphyxie. L'ensemble de l'Europe orientale a elle-même un besoin urgent de trouver de nouvelles sources de capitaux, pour réaliser ses plans ambitieux d'industrialisation. Si la Russie a dû céder sur le blocus pour obtenir le rétablissement du commerce allemand, elle semble aussi laisser une latitude plus grande à ses satellites: ainsi la Tchécoslovaquie est autorisée à demander des crédits en dollars; signe important du changement de rapport de forces en Europe, si l'on se souvient du brutal refus du Plan Marshall imposé à Prague, il y a un an et demi.*

*Ces facteurs très réels ont imposé un nouveau ton à Vichinsky lors de la Conférence: ton de businessman, politique de puissance cynique, nostalgie affectée des accords de Potsdam, abandon de la démagogie sur l'unité allemande. Sur ce dernier plan, ce n'est pas un succès mineur pour les occidentaux que d'avoir pu reprendre à leur profit ce thème de propagande. Les Russes, orientés avant tout vers les avantages économiques proposaient une unification dans le style Potsdam, avec un contrôle quadriparti sur l'Allemagne dans son ensemble et sur la Ruhr (point important pour eux, mais sur lequel personne ne pouvait avoir d'illusions). Les pouvoirs de l'hypothétique Gouvernement allemand seraient largement restreints par le Conseil Quadriparti où le veto russe pourrait jouer son rôle habituel.*

*Les Occidentaux laissèrent bien entendre que de l'eau avait coulé sous les ponts depuis quelques années: l'économie de la zone Ouest restaurée, l'unité des trois zones pratiquement rétablie, une constitu-*

tion acceptable pour eux, consolidant les pouvoirs de la bourgeoisie allemande. Il leur était facile de proposer l'unification de l'Allemagne sous la constitution de Bonn avec une réduction du contrôle quadriparti et un retrait des troupes d'occupation dans les ports : le pouvoir des Occidentaux en Allemagne est assez solidement assuré par leur emprise sur l'économie, et la présence de leurs troupes les garantirait contre un éventuel putsch stalinien. Le pouvoir des Russes et des communistes en Allemagne orientale est fonction du rattachement de l'industrie de leur zone à l'industrie russe, mais surtout du pouvoir de l'armée russe, du parti communiste et de la police allemande. Une unification organique signifiait à brève échéance une élimination de ce pouvoir : les élections au Conseil du Peuple Allemand, parlement de la zone orientale, donnaient le 18 mai 33,9 % des suffrages exprimés aux non communistes. Si étonnant que soit ce chiffre par rapport aux habituelles élections revues et corrigées par les staliniens, il indique bien que le système politique et économique de la zone orientale serait prêt à s'écrouler en cas d'unification sous le régime de la constitution de Bonn.

Aucune des deux parties ne croyait sérieusement à un accord possible. Sur le problème propre à Berlin, ni l'accord sur la monnaie, ni la restauration de l'ancien Conseil de contrôle ne peuvent se réaliser. Les Occidentaux voulaient faire un pas en avant en restreignant le droit de veto et en augmentant les pouvoirs de la municipalité élue sous le contrôle quadriparti. Les Russes préfèrent encore tenir leur secteur oriental et ne pas élargir la brèche que Berlin constitue dans leur zone. C'est encore un succès occidental d'avoir forcé Vichinsky à dire ouvertement qu'on ne pouvait accorder aux Berlinoises « ex-enemis », les mêmes libertés qu'aux Viennois.

Dans leur ensemble, la politique et la propagande russe sur l'Allemagne semblent profondément désorientées. Mais les Occidentaux, en bonne posture politique, n'ont cependant pas avantage à tenir aussi la dragée haute aux Russes en ce qui concerne les pourparlers économiques. Le rétablissement des échanges restaure partiellement une complémentarité traditionnelle entre l'industrie de la Ruhr et l'Allemagne orientale. Mais, en aucun cas, il ne saurait être question pour l'Amérique d'accepter un nivellement économique des deux zones par un système de vases communicants; les accords, d'après Acheson, doivent se faire sur une base d'égalité entre volumes et valeurs échangés, sans qu'aucun crédit soit accordé.

En dehors de rendez-vous fixés pour d'ultérieurs et problématiques pourparlers sur l'Allemagne, le seul résultat de la conférence de Paris fut d'avoir jeté les bases du traité de paix avec l'Autriche. Les avantages concédés à la Russie sont assez grands : mainmise sur les pétroles autrichiens, augmentation du chiffre des réparations contre une rétrocession assez hypothétique des anciens « avoirs allemands » détenus par l'U.R.S.S. La seule concession russe est l'abandon des revendications yougoslaves sur la Carinthie, monnaie d'échange bien peu coûteuse !

Dans l'ensemble, les Etats-Unis, sur la défensive ou l'expectative en Extrême-Orient, ont pris l'offensive en Europe, comme le déclare Dean Acheson. Le Pacte Atlantique est de nouveau à l'ordre du jour comme pièce maîtresse de la politique américaine. Sans doute les U.S.A. entendent-ils pousser l'avantage à fond. Mais on se demande, étant donné le raidissement actuel des politiques des deux blocs quels avantages importants peuvent être obtenus « pacifiquement ». Sans doute les U.S.A. tenteront-ils d'ébranler le bloc des satellites de l'U.R.S.S., en particulier par un soutien accru de Tito. Il est plus douteux qu'ils réussissent à pousser d'autres coins. Des échanges accrus avec d'autres satellites seront sans doute autorisés par l'U.R.S.S., mais cet assouplissement économique a pour contrepartie un resserrement de l'étreinte bureaucratique et policière; la mise au pas de l'Eglise tchécoslovaque, soutien de l'opposition « occidentale », n'en est qu'un des signes.

## TROIS GREVES

La grève des usines Ford aux Etats-Unis, la grève des cheminots britanniques, la grève des cheminots de Berlin, présentent malgré toutes leurs différences, un tableau frappant de nouvelles formes que la lutte des classes prend à l'époque actuelle, sous la pression de ce facteur essentiel : l'apparition de plus en plus nette de l'exploitation du prolétariat par la bureaucratie issue de son propre sein.

La grève Ford se déroule au mois de mai avec, comme arrière-fond, les premiers contre-coups de la surproduction sur l'industrie automobile, dont le patronat prend occasion pour pressurer les salaires ouvriers. A la « General Motors », en vertu d'une clause « d'échelle mobile » incluse dans le contrat de travail, le salaire horaire est diminué de 2 cents au mois de mars. La compagnie Ford déclare dans une circulaire à ses employés : « Dans l'ensemble de la nation on trouve une tendance croissante, de la part du patronat et du travail, pour considérer une autre augmentation générale des salaires comme contraire aux meilleurs intérêts des deux. »

Cette circulaire était une mise en garde à la veille du renouvellement du contrat de travail. Le précédent contrat expire le 15 juillet et les négociations entre le syndicat de l'automobile U.A.W. et la compagnie devaient commencer le 15 mai. Le plan de Reuther, président de l'U.A.W., était d'obtenir, au lieu d'une augmentation de salaire, l'octroi d'une retraite pour les vieux ouvriers et de diverses allocations de maladies. La grève ne devait être employée qu'en dernier ressort. Reuther espérait forcer la main aux deux autres grandes compagnies, General Motors et Chrysler, par une première victoire sur Ford. Ce genre de revendications est caractéristique du rôle actuel de la bureaucratie syndicale; les revendications de retraites, etc., ont leur signification dans un système où les ouvriers sont attachés à l'usine pour des décades. Le rôle « gestionnaire productif » de la bureaucratie syndicale, son intervention croissante pour « régler », au mieux des intérêts de la production, les conflits du travail, apparaissent ici clairement. Les ouvriers de Ford se soucient peu d'obtenir, après vingt-cinq ou trente ans de travail dans la même usine, une maigre retraite. Ils le montraient dès 1946, en choisissant à une majorité de 90 % une augmentation de salaires de 15 cents, au lieu d'un plan de retraite pour vieux ouvriers. Cette opposition d'intérêts et de mentalité entre bureaucrates et ouvriers se révèle violemment au sujet du « speed up » : Ford augmente la vitesse des chaînes dans ses usines. Depuis plus de trois mois le syndicat négocie avec la direction pour savoir s'il y a « speed up ». La compagnie nie purement et simplement. Les bureaucrates sont vite prêts à accepter des arguments sur le rendement et la rationalisation du travail.

Le 29 avril, la grève éclate spontanément dans l'atelier de montage B à l'usine de Rouge, qui groupe 65.000 ouvriers. Dès le début les ouvriers les plus actifs se dressent contre les bureaucrates. Au premier débrayage, 13 ouvriers jettent à terre leur insigne du syndicat. En quelques jours, l'usine de Rouge, puis les 106.000 ouvriers de chez Ford sont en grève.

La bureaucratie de l'U.A.W., après avoir refusé à l'usine de Rouge « l'autorisation » de faire la grève acceptait le fait accompli, en tentant de reprendre le contrôle de la base. La politique de Reuther est dominée par les facteurs suivants :

— Rivalité avec d'autres cliques bureaucratiques qui tentent de profiter de l'occasion pour le discréditer.

— Désintérêt profond pour la question du « speed up ».

— Action pour faire cesser rapidement la grève et pouvoir reprendre les négociations sur le contrat de travail et les pensions, qui lui acquerront une popularité bien plus grande dans les milieux syndicaux.